

BE-A0521\_712099\_800148\_FRE

Inventaire des archives de la commune de  
Nollevaux. Dépôt 2010, (1874) 1893-1977  
(1980)



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	12
Contenu et structure.....	13
Contenu.....	13
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	13
Finances et fiscalité.....	13
Patrimoine.....	14
État civil.....	14
Population.....	14
Élections.....	15
Affaires militaires.....	15
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	16
Bienfaisance ou assistance publique.....	16
Culte.....	16
Langues et écriture des documents.....	17
Sélections et éliminations.....	17
Accroissements / compléments.....	17
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	19
I. Généralités.....	19
A. Conseil communal.....	19
3 - 6 Registres aux délibérations. 1949-1976.....	19
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	19
7 - 10 Registres aux délibérations. 1947-1976.....	19
C. Registres concernant les enquêtes publiques (" de comodo et incommodo ")	
.....	19
II. Organisation et personnel.....	21
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	21
1. Création, dénomination, suppression ou fusion.....	21
2. Coopération intercommunale.....	21
B. Organisation et membres des organes politiques.....	21
1. Conseil communal.....	21
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
C. Personnel des services.....	21
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	21
2. Dossiers du personnel.....	22

19 - 20 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la nomination de secrétaires communaux. 1913, 1968.....	22
3. Dossiers du personnel ouvrier.....	22
4. Dossiers du personnel de police.....	22
5. Dossiers du personnel enseignant.....	22
III. Patrimoine.....	24
A. Biens immobiliers.....	24
29 - 31 Dossiers relatifs aux ventes d'excédents de voirie. 1916, 1950.....	24
32 - 39 Dossiers relatifs aux ventes de parcelles communales. 1916-1971.....	24
34 - 36 Parcelles situées au lieudit " Menuchenêt ". 1937-1938, 1969-1970.	24
.....	24
45 - 46 Dossiers relatifs aux échanges de biens. 1945-1959, 1962.....	25
57 - 61 Dossiers relatifs aux ventes de parcelles communales boisées. 1945-1970.....	25
49 - 50 Dossiers relatifs aux acquisitions d'emprises. 1964-1967, 1973-1974.	26
51 - 52 Dossiers relatifs aux locations de biens communaux. 1969-1970.....	26
B. Biens forestiers.....	27
54 - 55 Dossiers relatifs aux ventes de produits forestiers. 1913-1975.....	27
62 - 65 Registres auxiliaires de caisse relatifs aux ventes de bois. 1953-1972.	27
.....	27
IV. Finances et fiscalité.....	29
A. Comptabilité du secrétariat.....	29
1. Budgets et annexes.....	29
69 - 104 Budgets annuels. 1935-1936, 1940-1941, 1945-1975, 1977.....	29
105 - 132 Annexes aux budgets annuels. 1936, 1940-1942, 1948, 1950-1968, 1972-1976.....	31
133 - 136 Modifications budgétaires. 1942-1944, 1948.....	33
2. Registres de comptabilité.....	33
137 - 152 Grands-livres des recettes. 1954-1969.....	33
153 - 169 Grands-livres des dépenses. 1954-1970.....	34
3. Emprunts.....	35
4. Subventions des autorités supérieures.....	35
B. Comptabilité du receveur.....	36
1. Registres de comptabilité.....	36
174 - 179 Grands-livres des recettes et dépenses. 1971-1976.....	36
2. Comptes et pièces justificatives.....	36
180 - 212 Comptes annuels. 1936, 1944, 1946-1976.....	36
213 - 236 Pièces justificatives aux comptes. 1928-1929, 1934, 1937-1938, 1940-1976.....	38
234 - 235 1974.....	40
3. Entrée en fonction du receveur.....	40
C. Impositions et taxes.....	40
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	41
251 - 252 Matrices cadastrales mécanographiques. 1967-1977.....	41
V. État civil.....	43
A. Registres de l'état civil et tables.....	43
253 - 254 Tables décennales. 1911-1970.....	43
B. Autres documents.....	43
VI. Population.....	44
A. Généralités.....	44
B. Registres et mouvements de la population.....	44
260 - 267 Registres de la population. [1893]-1980.....	44
268 - 270 Registres des entrées et sorties. 1894-1976.....	44

C. Recensements et autres états de la population.....	45
D. Étrangers.....	45
VII. Élections.....	46
A. Listes électorales et listes dérivées.....	46
276 - 277 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1969-1972.....	46
B. Dossiers des élections.....	46
VIII. Affaires militaires et guerres.....	47
A. Service militaire.....	47
281 - 287 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1913, 1924-1979.....	47
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	47
C. Guerres et conséquences.....	48
IX. Ordre et sécurité publics.....	49
A. Cadre général.....	49
B. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	49
C. Missions de police administrative concernant la sécurité publique.....	49
D. Missions de police judiciaire.....	50
X. Santé publique.....	51
A. Service communal de vidange et de nettoyage / immondices.....	51
B. Lutte contre les maladies épidémiques.....	51
C. Police sanitaire des animaux domestiques.....	51
D. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	51
310 - 311 Dossiers relatifs aux autorisations d'établir et d'exploiter des infrastructures considérées comme dangereuses, insalubres ou incommodes. 1948, 1951-1952.....	51
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	53
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	53
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	53
312 - 315 Dossiers relatifs aux travaux d'entretien ordinaire des bâtiments communaux. 1953, 1960-1961, 1964-1965, 1968.....	53
2. Bâtiments scolaires.....	53
3. Bâtiments du culte.....	54
4. Cimetières.....	54
B. Travaux aux biens forestiers.....	54
C. Travaux et inspection de la voirie.....	55
330 - 347 Dossiers relatifs aux travaux d'entretien ordinaire. 1913-1951, 1954-1955, 1958-1964, 1966-1968, 1970-1976.....	55
349 - 355 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration des chemins. 1957-1959, 1963-1967, 1970-1975.....	56
D. Travaux et inspection des cours d'eau.....	57
E. Services d'utilité publique.....	57
1. Distribution d'eau.....	57
2. Distribution d'électricité.....	57
3. Éclairage public.....	58
4. Téléphone.....	58
5. Transports en commun.....	58
F. Aménagement du territoire.....	58
XII. Enseignement.....	59
A. Organisation.....	59
B. Finances.....	59
C. Obligation scolaire.....	59

---

XIII. Culture, sports et divertissements.....	60
XIV. Économie.....	61
XV. Affaires sociales.....	62
A. Affaires sociales.....	62
B. Règlementation du travail.....	62
XVI. Tutelle sur Commission d'assistance publique (CAP).....	63
385 - 387 Budgets annuels. 1948-1950, 1975-1976.....	63
388 - 389 Comptes annuels. 1948-1949, 1975-1976.....	63
XVII. Relations avec les fabriques d'église.....	64
A. Paroisse de Nollevaux.....	64
391 - 425 Budgets annuels. 1936, 1938, 1941, 1943, 1945-1976.....	64
426 - 429 Comptes annuels. 1940, 1942, 1947-1976.....	66
B. Paroisse de Plainevaux.....	66
1. Patrimoine.....	66
2. Finances.....	66
431 - 464 Budgets annuels. 1936, 1940, 1945-1976.....	66
465 - 469 Comptes annuels. 1936, 1942, 1946-1947, 1949-1976.....	69



## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:  
Commune de Nolleaux. Dépôt 2010

Période:  
(1874) 1893-1977 (1980)

Numéro du bloc d'archives:  
BE-A0521.884

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 496.00
- Etendue inventoriée: 6.96 m

Dépôt d'archives:  
Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:  
Commune de Nolleaux, 1893 - 1977

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

---

## Histoire du producteur et des archives

### PRODUCTEUR D'ARCHIVES

#### NOM

Commune de Nollevaux

#### HISTORIQUE

En application de la loi du 1er juillet 1893, Nollevaux devient une commune par séparation de la commune de Fays-les-Veneurs. La scission porte aussi sur le hameau de Plainevaux, incorporé à la nouvelle commune de Nollevaux <sup>1</sup>. Elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Paliseul <sup>2</sup>. La commune fait partie de la province de Luxembourg et des arrondissements administratif et judiciaire de Neufchâteau. Nollevaux relève par ailleurs du canton de milice de Paliseul à partir de 1893 <sup>3</sup>.

À sa création en 1893, Nollevaux compte 350 habitants et 1.139 hectares <sup>4</sup>. Ensuite, la commune compte 346 habitants en 1900, 379 en 1910, 406 en 1920, 352 en 1930, 360 en 1947 et 334 en 1961 <sup>5</sup>. À la veille de la fusion des communes, Nollevaux compte 253 habitants, dont la majorité travaille dans le secteur primaire <sup>6</sup>.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Paliseul, Carlsbourg, Fays-les-Veneurs, Framont, Jéhonville (hormis les sections d'Acremont et de Blanche-Oreille), Maissin, Nollevaux, Offagne (hormis les sections d'Assenois, Glaumont et La Géripont) et Opont est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur <sup>7</sup>. Cette proposition est présentée en séance du Conseil communal du 3 décembre 1974 qui émet à l'unanimité un avis favorable au regroupement proposé <sup>8</sup>.

Le 1er janvier 1977, la commune de Nollevaux est finalement fusionnée avec les communes de Paliseul, Carlsbourg, Fays-les-Veneurs, Framont, Maissin, Offagne (hormis les sections d'Assenois, de Glaumont et de La Girgaine) et Opont pour former l'actuelle commune de Paliseul.

La fusion forme une entité de 5.140 habitants pour 11.516 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Groupement logique autour d'un centre incontesté, Paliseul, chef-lieu de canton, siège de la Justice de paix et du bureau d'Enregistrement. La fusion est

---

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, volume 3, p. 1938.

2 Idem, vol. 2, p. 1247.

3 Idem, vol. 3, p. 1546.

4 Idem, vol. 3, p. 1938.

5 Idem, vol. 3, p. 1739.

6 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 1107-1108.

7 AÉA, Archives de Joseph Michel, dossier " Paliseul ", n° 201.

8 Voir le n° 6 du présent inventaire.

renforcée par Carlsbourg, qui possède un important établissement d'enseignement. Paliseul forme, d'autre part, le centre géographique de cet ensemble et en constitue le nœud routier qui permet le contact entre ses différentes parties " 9.

## COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux <sup>10</sup>.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles

---

9 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

10 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

---

demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

## ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes de Nolleaux et de Paliseul constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds <sup>11</sup>.

Les rapports annuels de la commune dressés entre 1910 et 1930 indiquent que les archives sont en " bon état et bien conservées " <sup>12</sup>.

---

11 ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON (AÉA), Dossiers centraux, " Commune de Paliseul ".

12 AÉA, Archives de la Province de Luxembourg. Série 3/00 : Rapports annuels communaux,

En 1991, les archives sont conservées au deuxième étage de l'hôtel de Ville de Paliseul, dans les combles. Les registres aux délibérations du Conseil communal sont également entreposés à cet étage. Les rapports d'inspection dressés par les Archives de l'État indiquent que les locaux sont inadaptés à la conservation des archives : le sol offre une résistance insuffisante au feu et les locaux ne sont pas isolés. Quant aux registres de la population et aux documents relatifs aux recensements de la population (1901-1980), ils sont conservés dans le bureau de l'état civil <sup>13</sup>.

Lors de l'inspection menée le 13 juillet 2009, l'archiviste Vincent Pirlot constate que si les registres sont toujours conservés dans les greniers de l'hôtel de Ville, la plupart des boîtes antérieures à 1977 ont été stockées dans les caves de l'école communale fondamentale de Paliseul gare, à Framont. La situation est mauvaise : nombre de liasses sont conservées sans conditionnement (les documents sont ficelés), à même le sol ou sur des étagères (dont certaines ont cédé). Une partie des documents, stockée dans des coins particulièrement humides des caves, est couverte de moisissures.

En 2010, la commune et les Archives de l'État ont signé une convention de partenariat pour le tri et le dépôt des archives communales antérieures à la fusion des communes.

## ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Paliseul le 9 novembre 2010 (n° d'accroissement 521/2010/044).

---

n° 151.

13 AÉA, Dossier central, " Commune de Paliseul ".

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Nollevaux entre 1893 et 1977. Nollevaux n'a en effet pas constitué une commune avant 1893. Notons toutefois la présence d'un registre aux condamnations commencé en 1874 (voir le n° 299). Les documents antérieurs à la Première Guerre mondiale sont peu nombreux. Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1971 et continués jusqu'en 1980 (n° 267).

Procédons par grandes séries d'archives :

### CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

### FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour

connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

## PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

## ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

## POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le

conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

## ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

## AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de

retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

## TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

## ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

## BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

## CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux

paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

## LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

## SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

## ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie<sup>14</sup>. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par leur utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

---

14 <http://geoportail.wallonie.be>.

### *MODE DE CLASSEMENT*

Le cadre de classement pour les archives communales en usage aux Archives de l'État a été suivi :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

#### A. CONSEIL COMMUNAL

- |   |  |          |
|---|--|----------|
| 1   | Extraits du registre aux délibérations et annexes. 1917-1948.  | 1 liasse |
| 2   | Registre aux procès-verbaux des séances. 18 janvier 1948 - 23 janvier 1955.  | 1 cahier |
| 3   | 3 - 6 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1949-1976.<br>12 janvier 1949 - 30 juin 1957.   | 1 volume |
| 4   | 4 aout 1957 - 18 juin 1966.  | 1 volume |
| 5   | 6 juillet 1966 - 7 aout 1972.  | 1 volume |
| 6   | 28 aout 1972 - 23 décembre 1976.   | 1 volume |
| <br>  |  |          |
| <h4>B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS</h4> |  |          |
| 7   | 7 - 10 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1947-1976.<br>28 juillet 1947 - 18 juin 1962.  | 1 volume |
| 8   | 8 juillet 1962 - 1er juillet 1969.   | 1 volume |
| 9   | 16 juillet 1969 - octobre 1974.  | 1 volume |
| 10  | 24 octobre 1974 - 23 décembre 1976.  | 1 volume |
| <br>  |  |          |
| 11  | C. REGISTRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")<br>Registre d'inscription des publications et des procès-verbaux de |          |

clôture des enquêtes de commodo et incommodo. 28 juin 1960 -  
20 avril 1974.

1 cahier

## II. ORGANISATION ET PERSONNEL

### A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

#### 1. CRÉATION, DÉNOMINATION, SUPPRESSION OU FUSION

- 12 Dossier relatif à la fusion des communes. 1974. 1 chemise

#### 2. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 13 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et annexes décidant l'affiliation de la commune à la société coopérative intercommunale " Service communal de Belgique ". 1963. 1 chemise

- 14 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant de marquer son adhésion à l'organisation du service de consultations itinérantes pour nourrissons par l'Œuvre nationale de l'Enfance (ONE). 1971. 1 pièce

### B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

#### 1. CONSEIL COMMUNAL

- 15 Dossier relatif à l'autorisation accordée à Joseph Bodet de cumuler les fonctions d'échevin et de secrétaire communal. 1913. 1 chemise

#### 2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 16 Dossier relatif à la nomination de Fernand Bellevaux comme premier échevin en remplacement de M. Arnould, nommé bourgmestre. 1968. 1 chemise

### C. PERSONNEL DES SERVICES

#### 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 17 Dossier relatif au statut pécuniaire des grades légaux du personnel communal. 1913-1973. 1 chemise

- 18 Dossier contenant des fichiers signalétiques du personnel communal à communiquer au Centre informatique de gestion et de

recherche (CIGER) pour l'introduction de leur traitement au sein de cet organisme. 1970.

1 chemise

## 2. DOSSIERS DU PERSONNEL

*19 - 20 EXTRAITS DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL RELATIFS À LA NOMINATION DE SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1913, 1968.*

19 Ernest Évrard. 1913.

1 pièce

20 Jules Frère. 1968.

1 pièce

21 Dossier relatif à la démission de Jean Guillaume, secrétaire communal qui, atteint par la limite d'âge, fait valoir ses droits à une pension de retraite, et pièces afférentes. 1946-1973.

1 chemise

22 Dossier relatif à la nomination d'Yvon Vilaine comme receveur dans le cadre de la création d'un douzième ressort de recettes régionales. 1972.

1 chemise

## 3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

23 Dossier relatif à la nomination d'Edgard Picard comme fontainier communal. 1913.

1 chemise

## 4. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE

24 Dossier relatif à la fixation individuelle de traitement et d'allocation de programmation de Jean Dauvin, garde champêtre et cantonnier-fontainier. 1968-1971.

1 chemise

25 Dossier relatif à la nomination de Paul Goffin comme de garde champêtre auxiliaire à Nollevaux, Paliseul et Rellevaux ainsi qu'à la fixation de son pécule de vacances. 1971-1975.

1 chemise

## 5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

26 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la mise en disponibilité de un an pour convenances personnelles de

---

Marie Toussaint. 1962.

1 pièce

27

Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la nomination de personnels enseignants. 1967-1975.

1 chemise

28

Dossier relatif à la demande de mise à la pension de Raymond Denoncin, ancien instituteur en chef des écoles primaires communales. 1970-1974.

1 chemise

## III. PATRIMOINE

## A. BIENS IMMOBILIERS

29 - 31 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES D'EXCÉDENTS DE VOIRIE.  
1916, 1950.

- 29 Chemin n° 11 dit " des Reffes " situé au lieudit " les champs Labbé " à Frédéric Gillet et consorts. 1916.  
1 pièce
- 30 Chemin n° 11 à Armand Titeux. 1916.  
1 pièce
- 31 Excédent du chemin allant vers Mogimont, enclos dans la cour de l'hôtel Famerée à Almache, demandé par Jos Famerée. 1950.  
1 chemise
- 32 - 39 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE PARCELLES COMMUNALES. 1916-1971.
- 32 Parcelles aux lieudits " les champs Labbé " et " La croix de Grosse " à Hector Baijot et consorts. 1916-1966.  
1 pièce
- 33 Parcelles aux lieudits " Les Reffes " et " Les Champs Labbés " à Gustave Henrion et Adophe Toussaint. 1916.  
1 pièce
- 34 - 36 PARCELLES SITUÉES AU LIEUDIT " MENUCHENÊT ". 1937-1938, 1969-1970.
- 34 Albert Servais. 1937.  
1 pièce
- 35 Paul Renauld. 1937-1938.  
1 chemise
- 36 Albert Déom. 1969-1970.  
1 chemise
- 37 Parcelle au lieudit " La virée de Grosse " à Jean-Baptiste Arnould. 1937.  
1 pièce
- 38 Parcelles au lieudit " Almache " à la veuve Albert Henrion et ses trois enfants. 1947.  
1 pièce

- 
- 39 Parcelle au lieudit " La Plaide " à l'État belge pour des besoins militaires. 1967-1971. 1 chemise
- 40 Plan d'un terrain communal le long du chemin n° 8 dont l'aliénation est demandée. 1917-1918. 1 pièce
- 41 Plan d'un excédent de voirie du chemin n° 18 dont l'aliénation est demandée. 1918-1919. 1 pièce
- 42 État descriptif du cimetière militaire mixte des soldats inhumés en 1914 au lieudit " Les Reffes " que la commune cède à l'Etat. 1923. 1 chemise
- 43 Procès-verbal d'expertise de deux parcelles au lieudit " Menuchenêt " demandées en concession par Omer Monhonvalle et Paul Renauld. 1924. 1 pièce
- 44 Plan d'une partie de parcelle cadastrée n° 302P2 dont l'acquisition est demandée par G. Gillet-Bertrand. 1928-1929. 1 pièce
- 45 - 46 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉCHANGES DE BIENS. 1945-1959, 1962.
- 45 Parcelles au lieudit " Dessous l'église " pour la construction d'un cimetière. 1945-1959. 1 chemise
- 46 Modification de l'assiette du chemin n° 31 de l'atlas dit " Chemin de la Combrue ". 1962. 2 pièces
- 57 - 61 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE PARCELLES COMMUNALES BOISÉES. 1945-1970.
- 57 Parcelle située au lieudit " Menuchenêt " à la veuve Paul Renauld. 1945-1951. 2 pièces
- 58 Parcelle située au lieudit " Menuchenêt " à Léonce Henrion. 1953-1955. 1 chemise

- 
- 59 Parcelles situées au lieudit " Menuchenêt " à l'État belge pour l'aménagement du carrefour à Menuchenêt. 1954-1970. 1 chemise
- 60 Parcelle à l'État en vue de l'aménagement du carrefour " Menuchenêt ". 1955-1956. 1 chemise
- 61 Parcelle située au lieudit " Menuchenêt " à Jacques Dijon. 1964-1969. 1 chemise
- 47 Procès-verbal de délimitation et d'abornement levé et dressé par Georges Nicolas des parcelles contigües appartenant à des particuliers. 1947. 1 pièce
- 48 Plan d'abornement d'une parcelle située au lieudit " Nollevaux " contigüe à la voirie vicinale. 1964. 2 pièces
- 49 - 50 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS D'EMPRISES. 1964-1967, 1973-1974.
- 49 Emprise située au lieudit " La Rochette " appartenant à Ernest Wavreille pour l'amélioration de la ruelle de la Rochette. 1964-1967. 1 chemise
- 50 Emprises pour l'aménagement de la route n° 28 reliant Aix-la-Chapelle à Sedan. 1973-1974. 1 liasse
- 68 Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle boisée située au lieudit " La Nave " appartenant à Yvonne Pierlot-Wavreille pour l'aménagement d'un chemin. 1967. 1 chemise
- 51 - 52 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS DE BIENS COMMUNAUX. 1969-1970.
- 51 Pièce d'habitation chez Albert Nicolas pour des cours de couture des élèves de l'école de Plainevaux. 1969. 1 pièce
- 52 Lavoir public désaffecté de Nollevaux à Léon Hofferlin. 1969-1970. 1 chemise

- 
- 358 Dossier relatif aux modifications à apporter à l'assiette des chemins n° 8 et 9, Paliseul - Nollevaux - Plainevaux - Bellevaux. 1972-1973. 1 chemise
- 53 Correspondance entre Jean-Michel Istace, notaire, et le Collège échevinal relative aux prochaines ventes d'immeubles par des particuliers, avec plans de division. 1976. 1 chemise
- B. BIENS FORESTIERS*
- 54 54 - 55 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE PRODUITS FORESTIERS. 1913-1975. 1913-1969. 1 chemise
- 55 1970-1975. 1 liasse
- 56 Extraits des états de martelage et d'estimation des coupes de bois communaux et d'établissements publics, des travaux à exécuter et des essartages autorisés. 1914-1944. 1 chemise
- 62 62 - 65 REGISTRES AUXILIAIRES DE CAISSE RELATIFS AUX VENTES DE BOIS. 1953-1972. 1953-1957. 1 cahier
- 63 1958-1966. 1 cahier
- 64 1966-1971. 1 cahier
- 65 1971-1972. 1 cahier
- 66 Approbation de la délibération communale par le Ministère de l'Agriculture de vendre des fonds forestiers au lieudit " Menuchenêt ". 1950. 1 pièce
- 67 Dossier relatif aux baux de location de terres affouagères des sections de Nollevaux aux lieudits " Grosse ", " La Plaide " et " Les

Chapous ". 1953-1974.

1 chemise

## IV. FINANCES ET FISCALITÉ

## A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

## 1. BUDGETS ET ANNEXES

69 - 104 BUDGETS ANNUELS. 1935-1936, 1940-1941, 1945-1975,  
1977.

69	1935.	1 cahier
70	1936.	1 cahier
71	1940.	1 cahier
72	1941.	1 cahier
73	1945.	1 cahier
74	1946.	1 cahier
75	1947.	1 cahier
76	1948.	1 cahier
77	1949.	3 cahiers
78	1950.	3 cahiers
79	1951.	3 cahiers
80	1952.	3 cahiers
81	1953.	3 cahiers

---

82	1954.	3 cahiers
83	1955.	3 cahiers
84	1956.	1 cahier
85	1957.	1 cahier
86	1958.	1 cahier
87	1959.	1 cahier
88	1960.	1 cahier
89	1961.	1 cahier
90	1962.	1 cahier
91	1963.	1 cahier
92	1964.	1 cahier
93	1965.	1 cahier
94	1966.	1 cahier
95	1967.	1 cahier
96	1968.	1 cahier
97	1969.	1 chemise
98	1970.	

---

		1 chemise
99	1971.	1 chemise
100	1972.	1 cahier
101	1973.	1 cahier
102	1974.	1 cahier
103	1975.	1 cahier
104	1977.	1 cahier
105	<i>105 - 132 ANNEXES AUX BUDGETS ANNUELS. 1936, 1940-1942, 1948, 1950-1968, 1972-1976.</i> 1936.	2 pièces
106	1940.	1 cahier
107	1941.	1 chemise
108	1942.	1 chemise
109	1948.	1 chemise
110	1950.	1 chemise
111	1952.	1 chemise
112	1953.	1 chemise
113	1954.	1 chemise

---

		1 chemise
114	1955.	1 chemise
115	1956.	1 chemise
116	1957.	1 chemise
117	1958.	1 chemise
118	1959.	1 chemise
119	1960.	1 chemise
120	1961.	1 chemise
121	1962.	1 chemise
122	1963.	1 chemise
123	1964.	1 chemise
124	1965.	1 chemise
125	1966.	1 chemise
126	1967.	1 chemise
127	1968.	1 chemise
128	1972.	1 chemise
129	1973.	1 chemise

---

130	1974.	1 chemise
131	1975.	1 chemise
132	1976.	1 chemise
133	<i>133 - 136 MODIFICATIONS BUDGÉTAIRES. 1942-1944, 1948.</i> 1942.	1 chemise
134	1943.	1 chemise
135	1944.	1 chemise
136	1948.	1 chemise
2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ		
137	<i>137 - 152 GRANDS-LIVRES DES RECETTES. 1954-1969.</i> 1954.	1 chemise
138	1955.	1 chemise
139	1956.	1 chemise
140	1957.	1 chemise
141	1958.	1 chemise
142	1959.	1 chemise
143	1960.	1 chemise

---

144	1961.	1 chemise
145	1962.	1 chemise
146	1963.	1 chemise
147	1964.	1 chemise
148	1965.	1 chemise
149	1966.	1 chemise
150	1967.	1 chemise
151	1968.	1 chemise
152	1969.	1 chemise
153	<i>153 - 169 GRANDS-LIVRES DES DÉPENSES. 1954-1970.</i> 1954.	1 chemise
154	1955.	1 chemise
155	1956.	1 chemise
156	1957.	1 chemise
157	1958.	1 chemise
158	1959.	1 chemise

---

159	1960.	1 chemise
160	1961.	1 chemise
161	1962.	1 chemise
162	1963.	1 chemise
163	1964.	1 chemise
164	1965.	1 chemise
165	1966.	1 chemise
166	1967.	1 chemise
167	1968.	1 chemise
168	1969.	1 chemise
169	1970.	1 chemise
170	3. EMPRUNTS Dossier relatif aux emprunts à contracter au Crédit communal de Belgique pour les travaux d'aménagement du bâtiment hydrophore de Plainevaux. 1961-1964.	1 chemise
171	Dossier relatif aux avances de trésorerie consenties à l'Association intercommunale pour l'équipement économique de la province de Luxembourg (IDÉLUX). 1975-1976.	1 chemise
172	4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Dossier relatif aux demandes de subvention auprès des autorités	

---

supérieures. 1913-1954.

1 chemise

*B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR*

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

173

Livre-journal de caisse. 1947-1948.

1 liasse

*174 - 179 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1971-1976.*

174

1971.

1 cahier

175

1972.

1 cahier

176

1973.

1 cahier

177

1974.

1 cahier

178

1975.

1 cahier

179

1976.

1 cahier

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

*180 - 212 COMPTES ANNUELS. 1936, 1944, 1946-1976.*

180

1936.

1 cahier

181

1944.

1 cahier

182

1946.

1 cahier

183

1947.

1 cahier

184

1948.

---

		3 cahiers
185	1949.	3 cahiers
186	1950.	3 cahiers
187	1951.	3 cahiers
188	1952.	3 cahiers
189	1953.	3 cahiers
190	1954.	3 cahiers
191	1955.	3 cahiers
192	1956.	1 cahier
193	1957.	1 cahier
194	1958.	1 cahier
195	1959.	1 cahier
196	1960.	1 cahier
197	1961.	1 cahier
198	1962.	1 cahier
199	1963.	1 cahier
200	1964.	1 cahier

---

201	1965.	1 cahier
202	1966.	1 cahier
203	1967.	1 cahier
204	1968.	1 cahier
205	1969.	1 cahier
206	1970.	1 cahier
207	1971.	1 cahier
208	1972.	1 cahier
209	1973.	1 cahier
210	1974.	1 cahier
211	1975.	1 cahier
212	1976.	1 cahier
213	<i>213 - 236 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1928-1929, 1934, 1937-1938, 1940-1976.</i> 1928.	1 chemise
214	1929.	1 liasse
215	1934.	1 liasse

---

216	1937.	1 liasse
217	1938.	1 liasse
218	1940.	1 liasse
219	1941.	1 liasse
220	1942.	1 liasse
221	1943.	1 liasse
222	1944.	1 liasse
223	1945.	1 liasse
224	1946.	1 liasse
225	1947.	1 liasse
226	1948.	1 liasse
227	1949.	1 liasse
228	1950.	1 liasse
229	1956-1959.	1 liasse
230	1962.	1 liasse
231	1964.	1 chemise

---

232	1968-1970.	1 liasse
233	1972-1973.	1 chemise
234	234 - 235 1974 Recettes et dépenses.	1 liasse
235	Dépenses.	1 liasse
236	1976.	1 liasse
237	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Inscription hypothécaire au Bureau des Hypothèques de Neufchâteau au profit de la commune de Nollevaux par Ernest Évrard en vertu d'un acte de cautionnement pour garantie de sa gestion de receveur communal. 1935.	1 pièce
238	Certification du conservateur des Hypothèques à Neufchâteau qu'il n'existe à ce jour aucune inscription ni transcription de commandement ou de saisie à charge d'Ernest Évrard pour cautionnement et garantie de sa gestion comme receveur communal. 1939.	2 pièces
239	<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES</i> Rapport d'une contravention à l'encontre de Léon Camus-Labbé dressé par Félix Roly et Joseph Lambinet pour non possession de patente en tant que cabaretier vendant des boissons alcoolisées. 1912.	1 pièce
240	Rôles des taxes provinciales sur les chiens, débits de boissons alcooliques et de tabacs et autres. 1913.	1 chemise
241	Dossier relatif à la véracité des biens que possèdent des particuliers établi par la conservation des Hypothèques de Neufchâteau. 1959.	1 chemise

- 
- 242 Arrêté de la Députation permanente relatif à la requête du bourgmestre au sujet d'une remise accordée sur la taxe provinciale sur les bois et forêts. 1962.  
1 pièce
- 243 Rôle d'imposition pour les travaux d'entretien ordinaire exécutés aux chemins communaux. 1969.  
1 chemise
- 244 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la prorogation du mandat de Jean Guillaume, secrétaire communal, comme délégué de la commune à la commission fiscale. 1969.  
1 pièce
- 245 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'établissement d'une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques. 1972.  
1 pièce
- 246 Dossier relatif au rôle de perception de la taxe sur l'enlèvement des immondices. 1972-1974.  
1 chemise
- D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
- 247 État des copropriétaires des propriétés possédées par indivis dans la commune. [2de moitié XIXe siècle].  
1 volume
- 248 Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés non bâties et bâties, ainsi que de leurs contenance, classement et évaluation cadastrale. 1844.  
1 volume
- 249 État indiquant les changements survenus dans les propriétés foncières pour diverses causes. 1932-1946.  
1 cahier
- 250 Désignation et prestation de serment d'Henri Marchand comme indicateur-expert en matière cadastrale. 1965.  
1 pièce
- 251 251 - 252 MATRICES CADASTRALES MÉCANOGRAPHIQUES. 1967-1977.  
Articles 2-700.  
1 volume

252

Articles 701-961.

1 volume

## V. ÉTAT CIVIL

## A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 253 253 - 254 TABLES DÉCENNALES. 1911-1970.  
1911-1920. 1 volume
- 254 1921-1970. 1 chemise
- B. AUTRES DOCUMENTS
- 255 Registre des déclarations de naturalité. 1907. 1 chemise
- 256 Registre aux actes de reconnaissance d'enfants. 1920-1945. 1 chemise
- 257 Registre destiné à recevoir et à transcrire les déclarations de nationalité et les actes de naturalisation. 1933-1934. 1 cahier
- 258 Avis de la Justice de paix du canton de Paliseul renseignant l'officier de l'état civil de la nomination de M. I. comme tutrice des enfants issus du mariage de N. R., selon la délibération du Conseil de Famille. 1972. 2 pièces

## VI. POPULATION

## A. GÉNÉRALITÉS

- 259 Convention relative à la reprise au registre national de la population de la commune. 1970-1972. 1 chemise

## B. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

- 260 260 - 267 REGISTRES DE LA POPULATION. [1893]-1980. [1893]-1900. 1 volume
- 261 1901-1910. 1 volume
- 262 1911-1920. 1 volume
- 263 1921-1930. 1 volume
- 264 1931-1947. 1 volume
- 265 1941-1960. 1 volume
- 266 1961-1970. 1 volume
- 267 1971-1980. 1 volume
- 268 268 - 270 REGISTRES DES ENTRÉES ET SORTIES. 1894-1976. Entrées et de sorties. 1894-1961. 1 volume
- 269 Entrées. 1962-1976. 1 volume
- 270 Sorties. 1962-1976. 1 volume
- 271 Registre des naissances et des décès survenus dans une autre

- 
- commune. 1940-1976. 1 cahier
- 272 Tableaux des mouvements de la population. 1975. 1 chemise
- 273 *C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*  
Recensement de la population au 31 décembre 1970. 1970. 1 cahier
- 274 *D. ÉTRANGERS*  
Dossier relatif à une demande de carte professionnelle pour étranger ainsi qu'à son renouvellement. 1951-1961. 1 chemise

## VII. ÉLECTIONS

*A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES*

- 275** Dossier relatif à la constitution de la liste des jurés. 1969.  
1 chemise
- 276** 276 - 277 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1969-1972.  
1969-1971.  
1 cahier
- 277** 1970-1972.  
1 cahier
- B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS*
- 278** Procès-verbal de l'élection communale du 9 octobre 1938. 1938.  
1 chemise
- 279** Dossier des élections législatives et provinciales du 7 novembre 1971. 1971.  
1 chemise

## VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

*A. SERVICE MILITAIRE*

- 280 Registre des militaires en congé illimité. 1906-1960. 1 volume
- 281 - 287 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1913, 1924-1979.
- 281 1913. 1 chemise
- 282 1924-1929. 1 chemise
- 283 1930-1939. 1 chemise
- 284 1940-1949. 1 chemise
- 285 1950-1959. 1 liasse
- 286 1960-1969. 1 liasse
- 287 1970-1979. 1 liasse
- 288 Registre de mise en congé définitif des militaires en congé illimité. 1961-1974. 1 cahier
- B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX*
- 289 Registre de classement servant à l'inscription des chevaux pour la mobilisation de l'Armée. 1935. 1 cahier
- 290 Registres de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles, remorques, engins mécaniques et motocyclettes appartenant aux habitants de la commune et pièces afférentes. 1949-1951. 1 chemise

- 291 Dossier relatif à l'inventaire périodique des cartes de ravitaillement et pièces afférentes. 1951-1970. 1 liasse

*C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*  
Consulter le n° 42.

## IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

*A. CADRE GÉNÉRAL*

292 Règlement de police pris par le bourgmestre arrêtant l'interdiction de se servir des voies publiques comme pistes de traineau et autres glissoires. 1963. 1 pièce

293 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal proclamant Paul Léonard candidat à l'emploi de garde surnuméraire au triage n° 44 de Fays-les-Veneurs. 1969. 1 pièce

*B. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS*

302 Jugement rendu par le Tribunal de la Justice de Paix du canton de Paliseul fixant la limite séparative des parcelles de Gustave Nemery et Françoise Wanlin et consorts. 1949. 1 chemise

294 Registre de délivrance des cartes et insignes pour le commerce ambulancier et annexes. 1955-1957. 1 cahier

295 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal autorisant l'œuvre nationale " Home des déportés " à réaliser une collecte sur la voie et dans les lieux publics au profit de ses ressortissants nécessiteux. 1963. 1 pièce

296 Dossier relatif aux autorisations de passage de courses automobiles et cyclistes sur le territoire de la commune. 1967-1973. 1 chemise

297 Arrêté du bourgmestre accordant une dérogation demandée par Roger Arnould aux fins de reporter l'heure de fermeture de sa guinguette pour l'organisation d'une soirée dansante et récréative. 1972. 1 pièce

*C. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE*

298 Dossier relatif au règlement de la circulation routière sur le territoire communal. 1963-1974.

1 chemise

*D. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE*

299

Registre aux condamnations. 1874-1935.

1 volume

301

Procès-verbal de délit rédigé par Vital Collignon, garde forestier assermenté, quant à l'incendie d'un train de marchandises, déclaré le 27 mars 1929 au lieudit " Menuchenêt ", selon la déclaration de Georges Poncelet, serre-freins au vicinal. 1929.

1 chemise

---

## X. SANTÉ PUBLIQUE

### A. SERVICE COMMUNAL DE VIDANGE ET DE NETTOYAGE / IMMONDICES

303 Dossier relatif à l'enlèvement, le ramassage, le transport et le déversement des immondices et des poubelles. 1972-1973.  
1 chemise

### B. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

304 Registre des enfants vaccinés. 1894-1947.  
1 volume

305 Répertoire des enfants inoculés contre la poliomyélite. 1967-1968.  
1 cahier

306 Cartes de vaccination individuelles nominatives. 1961-1962.  
1 fichier

307 Dossier relatif à la vaccination contre la diphtérie, la poliomyélite et le tétanos. 1961-1963.  
1 chemise

308 Registre pour l'inscription des vaccinés contre la variole. 1970-1976.  
1 cahier

### C. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

309 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant d'allouer un subside de 20 francs par tête de bovidé vacciné contre la fièvre aphteuse. 1974.  
1 pièce

### D. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES

310 - 311 DOSSIERS RELATIFS AUX AUTORISATIONS D'ÉTABLIR ET D'EXPLOITER DES INFRASTRUCTURES CONSIDÉRÉES COMME DANGEREUSES, INSALUBRES OU INCOMMUNES. 1948, 1951-1952.  
310 SA Menuiserie Boissellerie des Ardennes, établissement d'un atelier de menuiserie-boissellerie. 1948.  
1 pièce

311 M. Leclerc et Fils, exploitation d'une carrière de grès à ciel ouvert au lieu-dit " Pont le Prêtre ". 1951-1952.

1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS  
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET  
COMMUNAUX

312 - 315 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN  
ORDINAIRE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX. 1953, 1960-1961, 1964-  
1965, 1968.

- |     |   |           |
|-----|---|-----------|
| 312 | 1953.   | 1 chemise |
| 313 | 1960-1961.  | 1 chemise |
| 314 | 1964-1965.  | 1 chemise |
| 315 | 1968.   | 1 chemise |
| 316 | Dossier relatif aux travaux d'entretien ordinaire et d'amélioration<br>des bâtiments communaux et scolaires. 1961-1962.   | 1 chemise |
| 317 | 2. BÂTIMENTS SCOLAIRES<br>Procès-verbal d'adjudication déclarant adjudicataire Adolphe<br>Roland pour des travaux de construction d'une école à Plainevaux<br>avec murs de clôture et préaux. 1914. | 1 pièce   |
| 300 | Copie d'une assignation remise à la commune relative au paiement<br>des frais des travaux effectués en 1918 et 1919 à l'école de<br>Plainevaux dus à Jules Roland, entrepreneur. 1923.              | 1 pièce   |
| 318 | Dossier relatif aux soumissions pour les travaux de pavage de<br>l'école de Nollevaux. 1949.  | 1 chemise |
| 319 | Dossier relatif aux travaux aux dépendances scolaires. 1951.  | 1 chemise |

- 
- 320 Dossier relatif au devis-contrat de travaux supplémentaires pour l'amélioration aux bâtiments scolaires et du presbytère. 1963-1964. 1 chemise
- 321 Dossier relatif aux travaux d'entretien des toitures de l'école de Nollevaux. 1967-1969. 1 chemise
- 322 Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'installations sanitaires, de pavement des cours et de construction d'un préau aux écoles de Nollevaux et de Plainevaux. 1967-1971. 1 chemise
3. BÂTIMENTS DU CULTE
- 323 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal autorisant le commissaire voyer du ressort à dresser les travaux de construction d'une cour au presbytère de Nollevaux. 1913. 1 pièce
- 324 Procès-verbaux d'adjudication des travaux d'électrification des églises de Nollevaux et Plainevaux, ainsi que des bâtiments communaux, déclarant Joseph Dumisy adjudicataire. 1931. 2 pièces
- 325 Dossier relatif aux travaux de renouvellement du versant nord de la toiture de l'église de Nollevaux. 1954. 1 chemise
- 326 Procès-verbal de réception des travaux de peinture à l'église de Plainevaux et annexes. 1961-1963. 1 chemise
- 327 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la remise de prix pour des travaux de renouvellement de la toiture du garage du presbytère par Yvon Body. 1970. 1 chemise
4. CIMETIÈRES
- 328 Dossier relatif aux travaux de construction d'un nouveau cimetière à Nollevaux. 1947-1949. 1 chemise
- B. TRAVAUX AUX BIENS FORESTIERS*
- 329 Dossier relatif aux travaux de boisement et reboisement et autres

---

travaux forestiers. 1954-1973.

1 liasse

*C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE*

330 - 347 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN  
ORDINAIRE. 1913-1951, 1954-1955, 1958-1964, 1966-1968, 1970-  
1976.

330	1913-1950.	1 chemise
331	1951.	1 chemise
332	1954.	1 chemise
333	1955.	1 chemise
334	1958.	1 chemise
335	1959.	1 chemise
336	1960.	1 chemise
337	1961.	1 chemise
338	1962.	1 chemise
339	1963.	1 chemise
340	1964.	1 chemise
341	1966.	1 chemise
342	1967.	1 chemise

---

343	1968.	1 chemise
344	1970.	1 chemise
345	1971.	1 chemise
346	1974.	1 chemise
347	1976.	1 chemise
348	Dossier relatif aux soumissions pour les travaux de réfection extraordinaire de chemins à Nollevaux. 1956.	1 chemise
349	349 - 355 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES CHEMINS. 1957-1959, 1963-1967, 1970-1975. Chemin n° 10. 1957-1959.	1 liasse
350	Chemins n° 9 et 39. 1963.	1 chemise
351	Chemin n° 12. 1963.	1 chemise
352	Chemin agricole n° 31. 1963.	1 chemise
353	Chemin agricole n° 29. 1963-1967.	1 chemise
354	Chemin n° 32 et construction d'aqueducs. 1964-1966.	1 chemise
355	Chemins n° 8 et 9. 1970-1975.	1 liasse
356	Dossier relatif aux travaux de pose de filets d'eau, de canalisation au chemin n° 40 dit de la Fontaine et de transport de terres provenant du curage de fossés sur des chemins communaux. 1969.	1 chemise

- 
- 357 Actes de droit de passage et de servitude autorisant la commune à placer une canalisation à travers les propriétés d'Albert Depuis-Évrard et Julien Pérard-Arnould au lieudit " Nollevaux ". 1971.  
2 pièces
- 359 Dossier relatif aux travaux de construction d'aqueducs à Nollevaux. 1975-1978.  
1 liasse
- D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 360 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs aux curages des ruisseaux, canaux d'irrigation et à l'assainissement des prairies. 1913.  
1 chemise
- E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
- 361 Actes de passage et de servitude convenus entre des particuliers et la commune autorisant le placement d'une conduite d'eau à travers leur propriété pour cause d'utilité publique. 1963-1965.  
1 chemise
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 362 Dossier relatif aux travaux de déplacement d'un poteau face à la maison Guillaume pour permettre le dégagement de l'entrée d'un garage. 1963-1964.  
1 chemise
- 363 Dossier relatif aux travaux de raccordement du lieudit " Saint-Éloi " et de placement d'un poste de transformation. 1966.  
1 chemise
- 364 Dossier relatif à une demande de permission de voirie par la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) tendant à établir une ligne haute tension de Fays-les-Veneurs à Monceau. 1968-1969.  
1 chemise
- 365 Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau électrique vers la maison de M. Maréchal Dupuis. 1968-1970.  
1 chemise

- 
- 366 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC  
Dossier relatif aux travaux de raccordement des écarts de Saint-Éloi et d'installation de deux nouvelles lampes à incandescence. 1958-1960.  
1 chemise
- 367 Dossier relatif aux travaux d'installation d'une lampe d'éclairage public à la route de Saint-Éloi à Nollevaux. 1962.  
1 chemise
- 368 Dossier relatif aux travaux de modernisation du réseau des sections de Nollevaux, Plainevaux et Almache. 1966-1968.  
1 chemise
- 369 Dossier relatif aux travaux de placement d'une lampe demandée par Arnaud Camus, rue de Plainevaux n° 41 à Nollevaux. 1969.  
2 pièces
4. TÉLÉPHONE
- 370 Abonnements au service téléphonique régional de l'administration communale. 1920, 1922.  
2 pièces
- 371 Dossier relatif aux travaux de placement provisoire par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) d'un poteau provisoire sur la route d'État n° 28. 1971.  
1 chemise
5. TRANSPORTS EN COMMUN
- 372 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal décidant d'allouer des subsides dans les frais d'exploitation résultant du maintien du service du soir par la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV) sur la ligne reliant Paliseul à Bouillon. 1969-1974.  
1 chemise
- F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 373 Dossier relatif à l'avant-projet de plan d'aménagement de secteur englobant le territoire de la commune dans le cadre plus général de celui de Bertrix - Libramont - Neufchâteau. 1968-1970.  
1 liasse

---

XII. ENSEIGNEMENT

*A. ORGANISATION*

- 374 Dossier relatif à la fusion de l'école primaire communale de Plainevaux avec celle de Nollevaux et à la mise en disponibilité du personnel enseignant. 1975. 1 chemise

*B. FINANCES*

- 375 Dossier relatif aux subventions-traitements. 1958-1975. 1 chemise

- 376 Dossier relatif aux subventions de fonctionnement et de fournitures scolaires. 1961-1975. 1 chemise

*C. OBLIGATION SCOLAIRE*

- 377 Listes relatives aux enfants soumis à l'obligation scolaire. 1959-1975. 1 chemise

## XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

378

Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal décidant d'allouer une subvention à l'ASBL " Le Saupont " et à la jeunesse pour l'organisation de la kermesse. 1971.

2 pièces

- 379** XIV. ÉCONOMIE  
Dossier relatif aux recensements agricoles et horticoles. 1953-1972.  
1 liasse
- 380** Dossier relatif au recensement des emblavures d'hiver et du bétail.  
15 décembre 1967.  
1 chemise

## XV. AFFAIRES SOCIALES

*A. AFFAIRES SOCIALES*

- 381** Dossier relatif aux examens complétés du droit à l'allocation d'estropié par l'Administration de la Prévoyance sociale et de la Sécurité sociale. 1958-1970.  
1 chemise
- 382** *B. RÈGLEMENTATION DU TRAVAIL*  
Registre des demandes de prestations pour travailleurs indépendants auprès de l'Office national des pensions. 1954-1976.  
1 cahier
- 383** Dossier relatif aux demandes de pension pour travailleurs indépendants et salariés. 1964-1976.  
1 chemise
- 384** Registre des demandes de prestations des travailleurs salariés et indépendants pour les pensions sociales. 1971-1976.  
1 cahier

## XVI. TUTELLE SUR COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE (CAP)

<b>385</b>	<i>385 - 387 BUDGETS ANNUELS. 1948-1950, 1975-1976.</i> 1948.	1 cahier
<b>386</b>	1949-1950.	1 chemise
<b>387</b>	1975-1976.	1 chemise
<b>388</b>	<i>388 - 389 COMPTES ANNUELS. 1948-1949, 1975-1976.</i> 1948-1949.	1 chemise
<b>389</b>	1975-1976.	1 chemise
<b>390</b>	Procès-verbaux de vérification de la caisse. 1957-1975.	1 chemise

## XVII.RELATIONS AVEC LES FABRIQUES D'ÉGLISE

## A. PAROISSE DE NOLLEVAUX

391 - 425 BUDGETS ANNUELS. 1936, 1938, 1941, 1943, 1945-1976.

391	1936.	1 cahier
392	1938.	1 cahier
393	1941.	1 cahier
394	1943.	1 cahier
395	1945.	1 cahier
396	1946.	1 cahier
397	1947.	1 cahier
398	1948.	1 cahier
399	1949.	1 cahier
400	1950.	1 cahier
401	1951.	1 cahier
402	1952.	1 cahier
403	1953.	1 cahier
404	1954.	1 cahier

---

405	1956.	1 cahier
406	1957.	1 cahier
407	1958.	1 cahier
408	1959.	1 cahier
409	1960.	1 cahier
410	1961.	1 cahier
411	1962.	1 cahier
412	1963.	1 cahier
413	1964.	1 cahier
414	1965.	1 cahier
415	1966.	1 cahier
416	1967.	1 cahier
417	1968.	1 cahier
418	1969.	1 cahier
419	1970.	1 cahier
420	1971.	1 cahier

---

421	1972.	1 cahier
422	1973.	1 cahier
423	1974.	1 cahier
424	1975.	1 cahier
425	1976.	1 cahier
426	426 - 429 COMPTES ANNUELS. 1940, 1942, 1947-1976. 1940, 1942, 1947-1949.	1 chemise
427	1950-1959.	1 chemise
428	1960-1969.	1 chemise
429	1970-1976.	1 chemise
 <i>B. PAROISSE DE PLAINEVAUX</i>		
1. PATRIMOINE		
430	Procès-verbal de délimitation d'une parcelle de terre léguée par Mathilde Nemery à la Fabrique d'église au lieudit " La Queue de Sévé ". 1959.	1 pièce
2. FINANCES		
431	431 - 464 BUDGETS ANNUELS. 1936, 1940, 1945-1976. 1936.	1 cahier
432	1940.	1 cahier

---

433	1945.	1 cahier
434	1946.	1 cahier
435	1947.	1 cahier
436	1948.	1 cahier
437	1949.	1 cahier
438	1950.	1 cahier
439	1951.	1 cahier
440	1952.	1 cahier
441	1953.	1 cahier
442	1954.	1 cahier
443	1955.	1 cahier
444	1956.	1 cahier
445	1957.	1 cahier
446	1958.	1 cahier
447	1959.	1 cahier
448	1960.	1 cahier
449	1961.	

---

		1 cahier
450	1962.	1 cahier
451	1963.	1 cahier
452	1964.	1 cahier
453	1965.	1 cahier
454	1966.	1 cahier
455	1967.	1 cahier
456	1968.	1 cahier
457	1969.	1 cahier
458	1970.	1 cahier
459	1971.	1 cahier
460	1972.	1 cahier
461	1973.	1 cahier
462	1974.	1 cahier
463	1975.	1 cahier
464	1976.	1 cahier

---

465	465 - 469 COMPTES ANNUELS. 1936, 1942, 1946-1947, 1949-1976. 1936.	1 cahier
466	1942, 1946-1947, 1949.	1 chemise
467	1950-1959.	1 chemise
468	1960-1969.	1 chemise
469	1970-1976.	1 chemise